



HAL
open science

Un mode de vie impérial

Nelo Magalhães

► **To cite this version:**

Nelo Magalhães. Un mode de vie impérial. Antony Burlaud; Allan Popelard; Grégory Rzepski. Le Nouveau Monde. Tableau de la France néolibérale, Éditions Amsterdam, pp.257-267, 2021, 9782354802301. hal-04259695

HAL Id: hal-04259695

<https://sciencespo.hal.science/hal-04259695>

Submitted on 26 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Magalhães N., 2021. « Un mode de vie impérial », In : Burlaud A., Popelard A. et Rzepski G. (Eds.), *Le Nouveau Monde. Tableau de la France néolibérale*, Éditions Amsterdam, p. 257-267.

Un mode de vie impérial

Nelo Magalhães

Des vents contraires soufflent sur le commerce international depuis le milieu des années 2010. Citons, pêle-mêle, la baisse de la croissance des échanges par rapport à la période 1990-2008 ou celle, depuis 2017, du nombre de signatures de grands accords commerciaux régionaux ; le retrait des États-Unis de quelques traités de libre-échange sous Donald Trump et le maintien de mesures protectionnistes par son successeur libéral, Joe Biden ; la défense acharnée de ce type de traités (TPP, RCEP) par les gouvernements asiatiques, Chine en tête – entraînant pour partie l’Afrique dans l’aventure (ZLECA) ; et l’arrêt temporaire des accords commerciaux envisagés par l’Union européenne avec le Mercosur, les États-Unis (TAFTA) ou le Canada (CETA). En France, on a vu un Xavier Bertrand et un Arnaud Montebourg s’unir dans leur critique de la mondialisation – au point que certains médias (*Libération*, *Le Monde*) y décèlent un potentiel « arc souverainiste ». Comment interpréter ces tendances contradictoires, et que faut-il en retenir politiquement ? L’observateur instruit par l’histoire restera prudent. Les débats sur le libre-échange – entre mercantilistes, libéraux et socialistes, et au sein de chaque courant politique – sont aussi vieux que le capitalisme¹. On sait aussi que, derrière les postures officielles, les plus farouches partisans du libre-échange pratiquent eux-mêmes un protectionnisme parfois très poussé, et vice versa.

Est-ce une raison pour ne pas tendre l’oreille à ces frémissements ? Assurément, non. D’autant moins que, depuis le début des années 1990, le libre-échange a structuré le combat politique et idéologique entre (néo)libéraux et mouvements altermondialistes, en France et dans le monde. Tandis que les institutions internationales (FMI, Banque mondiale, OCDE, OMC) martelaient que la libre circulation des marchandises et des capitaux, la dérégulation et l’investissement privé bénéficieraient à tous et élimineraient la pauvreté, la liste des dégâts augmentait de façon vertigineuse, et les critiques sociales et écologiques convergeaient dans un vaste mouvement de résistance, notamment autour de l’association ATTAC, de la Confédération paysanne, du *Monde diplomatique* ou de figures intellectuelles comme Pierre Bourdieu. Le combat politique se trouve

¹ Antoine Schwartz, « Et Napoléon III a choisi le libre-échange », *Le Monde diplomatique*, juin 2014.

modifié : d'un côté, le projet altermondialiste montre des signes d'essoufflement et la gauche se déchire sur le protectionnisme ; de l'autre, une partie de la classe capitaliste trouve un certain intérêt à la réintroduction de quelques mesures protectionnistes (notamment sous l'effet du choc de la Covid-19). Nous proposons d'éclairer ces transformations à la lumière de l'actuel mode de vie impérial du capitalisme néolibéral.

Les veines ouvertes

Les débats entre protectionnistes et libre-échangistes doivent être rapportés à la structure générale du capitalisme. La logique immanente au capital consiste en la production des marchandises *en vue de* plus de profit (la marchandise est à peine un moyen *en vue de* cette fin). Pour se reproduire, le capital exige, entre autres choses, un accroissement permanent de la sphère marchande. De nombreux travaux ont démontré que, au-delà du travail forcé, le développement historique des économies au centre de la dynamique capitaliste tenait pour beaucoup à l'appropriation de matières, d'énergie et de terres des zones périphériques². L'industrie textile anglaise, qui fut un des moteurs du capitalisme européen dans la première moitié du XIX^e siècle, n'aurait pu se développer sans le travail esclave dans les millions d'hectares – dits « fantômes » car invisibles de ceux qui en bénéficiaient – de champs de coton aux États-Unis³. L'Angleterre n'aurait tout simplement pas eu assez d'espace pour mener le processus d'industrialisation sur son seul territoire. Le même dispositif se reproduit de façon fractale – un pays périphérique a lui-même sa périphérie – et à d'autres échelles (villes, régions) depuis deux cents ans, avec d'autres matières clés – les métaux d'Amérique latine, le sucre des Caraïbes, le caoutchouc de Malaisie ou du Libéria, etc.

Ce mouvement se poursuit et s'accélère après la Seconde Guerre mondiale : le volume du commerce mondial a été multiplié par 27 entre 1950 et 2006, contre un facteur 8 pour le PIB mondial. Ce changement drastique d'échelle se produit avec la révolution néolibérale des années 1970. Un sprint a même été lancé en 2002, avec la croissance

² Jason W. Moore, *Capitalism in the Web of Life: Ecology and the Accumulation of Capital*, Londres et New York, Verso, 2015. Alf Hornborg, *Nature, Society, and Justice in the Anthropocene: Unraveling the Money-Energy-Technology Complex*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019.

³ Alf Hornborg, « Footprints in the Cotton Fields: The Industrial Revolution as Time-Space Appropriation and Environmental Load Displacement », *Ecological Economics*, n° 59, 2006/1, p. 74-81.

économique de la Chine et l'adhésion de ce pays à l'OMC. Entre 1990 et 2015, en pleine « mondialisation heureuse », les pays riches ont extorqué au reste du monde plus de 200 milliards de tonnes (Gt⁴) de matières, des dizaines de milliards d'heures de travail et 30 milliards d'hectares, tout en accumulant un surplus commercial de 1 200 milliards de milliards de dollars. En 2015, la valeur ajoutée par tonne de matière première incorporée dans les exportations est 11 fois supérieure dans les pays à revenu élevé que dans ceux qui ont les revenus les plus faibles, et 28 fois plus grande par unité de travail incorporé. Ces chiffres n'ont cessé de croître entre 1990 et 2015⁵. Sans lui être théoriquement indispensable, le commerce international (comme, *a fortiori*, les traités de libre-échange) facilite grandement l'accumulation du capital. Et il entraîne, comme une courroie de transmission, des dégâts écologiques et sanitaires de grande ampleur. En 2016, ses marchandises contiennent l'équivalent de 17 à 30 % de la perte de biodiversité ; 13 % des eaux polluées ; 20 à 33 % des émissions de CO₂ ; 21 à 37 % des utilisations de terre ; 22 % des morts prématurées dues à la pollution aux particules fines ; 29 à 35 % de l'utilisation d'énergie ; 70 % de l'exploitation de charbon, etc.⁶.

Ces échanges inégaux, dissimulés par l'apparente neutralité des valeurs monétaires, se répètent année après année, alimentent et structurent le capitalisme mondial. L'échange n'est donc pas inégal au sens où le contenu biophysique des marchandises serait mal évalué – auquel cas un économiste pourrait prétendre corriger l'inégalité par un nouveau système de prix. L'échange écologiquement inégal est inhérent au si mal nommé libre-échange : il consiste en un rapport social de domination, reconduit dans le temps, qui a pour effet des flux biophysiques asymétriques et d'importantes inégalités socio-écologiques. L'existence de territoires (milieux et habitants) objectivement soumis à d'autres constitue la norme géohistorique du mode de production capitaliste. Le « développement » des pays riches se fait aux dépens de quelques territoires, structurellement contraints d'exploiter jusqu'au bout leurs forêts, leurs sous-sols et leurs terres, de détruire la biodiversité de zones entières, de voir proliférer virus et

⁴ Pour saisir la différence d'échelle entre 1 Mt et 1 Gt : un million de secondes, c'est environ 11 jours ; un milliard de secondes, c'est 31 ans. L'extraction mondiale atteint 100 Gt par an en 2018, au moins douze fois plus qu'en 1900.

⁵ Christian Dorninger *et al.*, « Global Patterns of Ecologically Unequal Exchange: Implications for Sustainability in the 21st Century », *Ecological Economics*, n° 179, 2021.

⁶ Chiffres rapportés au total mondial. Thomas Wiedmann et Manfred Lenzen, « Environmental and Social Footprints of International Trade », *Nature Geoscience*, vol. 11, 2018/5, p. 314-21.

maladies, de soumettre leurs populations dépossédées à des conditions de vie misérables et au salariat... et de rester « sous-développés ». Les marchandises du « doux commerce », tant promu par les libéraux, voilent une violence à l'encontre des corps et des milieux – et ce depuis les premières entreprises de colonisation.

Dépendance cachée

La France illustre de manière presque prototypique ce schéma théorique⁷. Depuis deux siècles, sauf périodes de guerre, les flux de matières du commerce extérieur ne font que croître et, fait exceptionnel, le pays importe toujours plus de matières qu'il n'en exporte. Alors que la balance commerciale fluctue, la balance matérielle, qui mesure les mêmes flux en tonnes, est toujours favorable à l'économie française. Autre constante remarquable : même dans les périodes où la production de charbon était très importante dans les mines du nord et de l'est de la France, le pays a toujours été importateur net d'énergies fossiles. Au-delà des ressources captées dans son empire colonial, l'insertion du capitalisme français dans l'économie internationale, saisie à travers les flux de matières et d'énergie, a toujours été extrêmement profitable au pays. Le pétrole brut en est une bonne illustration : importé massivement et à bon marché, surtout d'Algérie dans les années 1960, il est raffiné en France et sert à diverses productions à haute valeur ajoutée (qui peuvent être exportées).

Le constat est amplifié si l'on tient compte de l'empreinte matérielle, c'est-à-dire si l'on assigne à la France toute la matière incorporée dans les produits consommés sur son territoire. Bien que la courbe de la consommation apparente de matière décroisse tendanciellement depuis 1980, celle de l'empreinte matérielle reste assez stable. Depuis 1974, elle varie entre 18 et 23 tonnes par habitant, alors que la consommation apparente baisse de 17 à environ 11 tonnes⁸. Et ce, malgré le plan Messmer et la construction de dix-neuf centrales nucléaires qui ont fait sensiblement baisser les importations de pétrole brut. Si les importations se maintiennent à un niveau élevé, les flux cachés, eux, sont en hausse. Un constat similaire vaut pour les émissions de CO₂ : en apparence, la baisse est drastique (division par deux entre 1979 et 2014), alors que les

⁷ Nelo Magalhães *et al.*, « The Physical Economy of France (1830–2015). The History of a Parasite? », *Ecological Economics*, n° 157, 2019, p. 291-300.

⁸ Louison Cahen-Fourrot et Nelo Magalhães, « Matter and Regulation: Socio-Metabolic and Accumulation Regimes of French Capitalism since 1948 », *working paper*.

émissions associées aux importations ont quasiment doublé entre 1995 et 2014⁹. Aujourd'hui, environ la moitié de la matière consommée par l'économie française vient de l'étranger. L'écart est particulièrement élevé pour les produits métalliques – on sait, par exemple, que l'empreinte matérielle d'un smartphone de 120 g avoisine les 70 kg. Si l'extraction nationale de charbon cesse en 2004 avec la fermeture du site de la Houve à Creutzwald, les importations officielles avoisinent les 15 millions de tonnes (Mt) en 2017. Les marchandises importées par l'UE en provenance de la seule Chine, pays dont la production dépend beaucoup de cette énergie, en incorporent environ 400 Mt en 2011. Entre 1995 et 2011, la part des matières premières extraites du sol de l'UE dans son empreinte matérielle totale passe de 68 % à 35 % – autrement dit, les deux tiers de la matière réellement consommée sont désormais extraits à l'étranger¹⁰. Aujourd'hui, contrairement à d'autres pays riches (Australie, États-Unis, mais aussi Suède), plus aucune extraction conséquente de minerai métallique ou d'énergies fossiles n'est opérée sur le sol métropolitain : tout passe par les importations. Le capitalisme français repose toujours sur des industries, des mines et des puits de pétrole, mais cette infrastructure est toujours plus invisible des Français, distribuée sur une multitude d'espaces régis par autant de législations sociales et environnementales. La situation présente a les allures d'un paradoxe : la France domine objectivement d'autres régions, puisqu'elle a le pouvoir de leur faire extraire et produire à son bénéfice, mais sa dépendance s'accroît fortement. Que ce soit dans le secteur de l'énergie – en plus des énergies fossiles, la totalité de l'uranium est importée depuis vingt ans du Niger, du Canada ou du Kazakhstan – ou, comme l'a révélé la pandémie de la Covid-19, dans le secteur industriel, incapable de les produire, le pays a importé la totalité de ses masques, dont une écrasante majorité de Chine, pour une facture de plus de 5 milliards d'euros en 2020.

Dans les grandes lignes, la théorie de l'échange écologique inégal s'applique admirablement à la France. Cet outil reste toutefois imparfait, en particulier du fait de son réductionnisme quantitatif. Il serait grotesque de conclure, par exemple, que le nucléaire est écologique en arguant que les importations annuelles d'uranium (moins de

⁹ Commissariat général au développement durable, *L'empreinte carbone des Français reste stable*, Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, 2020.

¹⁰ Stefan Giljum *et al.*, « Identifying Priority Areas for European Resource Policies: A MRIO-Based Material Footprint Assessment », *Journal of Economic Structures*, vol. 5, 2016/1, p. 1-24.

10 000 tonnes) permettent d'éviter 100 Mt de pétrole. De même, on ne peut pas déduire que la France, qui est exportatrice nette de biomasse depuis quelques décennies, est soumise au marché mondial de la même façon que des pays pauvres. Outre qu'elle a activement contribué, davantage que ces États, à la construction de ce marché (qui, comme les autres, n'a rien de spontané), ses exportations (subventionnées) de céréales, produits laitiers et viandes bovines vers les pays africains, contraints d'ouvrir leur secteur agricole aux marchandises françaises, démolissent des pratiques et techniques vernaculaires. Pour être pleinement convaincante, la « lecture matérielle » du capitalisme français doit donc intégrer les rapports de pouvoir, à commencer par le pouvoir de faire faire aux autres.

Modalités d'extorsion

Les dispositifs institutionnels qui servent le capitalisme français via l'échange écologique inégal varient depuis deux siècles. L'extorsion n'est pas un phénomène naturel : elle s'opère, selon les périodes, par un savant mélange d'éléments de colonisation, de violence armée, d'accords d'investissements, de partenariats de développement, d'harmonisation de normes diverses (de production, sanitaires, techniques, etc.), de construction européenne, de financiarisation et, bien sûr, de traités de libre-échange. À l'arrière-plan, on trouve toujours une logique – l'accroissement de la sphère marchande à des objets, des savoirs, des corps et des espaces qui y échappaient jusque-là – et un acteur – l'État.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la modalité la plus évidente reste la construction européenne et son extension. Elle instaure la libre circulation des marchandises et des capitaux – afin de mettre en concurrence les travailleurs, les services publics et les systèmes fiscaux de chaque État –, et contribue à la création de nouveaux marchés. L'intégration de dix pays dans l'UE en 2004 a ainsi permis à la France (et, plus encore, à l'Allemagne) de délocaliser massivement des filiales dans les pays de l'Est, assurant modération salariale et limitation interne des dégâts écologiques, tout en conservant la plus grosse part de la valeur ajoutée. Outre le marché commun, les accords de libre-échange, conclus par l'UE au nom des pays membres et avec leur appui, connaissent un essor depuis les années 1990. Insistons, toutefois, sur le fait que ces traités ne sont qu'un outil possible : aucun d'entre eux (des accords d'investissements existent) ne relie

d'ailleurs l'UE à la Chine, pays d'où provient environ un tiers de l'empreinte matérielle de l'UE¹¹. Au contraire de ce que laisse croire l'expression « consensus de Washington », les États-Unis n'ont pas mené seuls le combat pour institutionnaliser les règles et les obligations d'un marché financier néolibéral. En partenariat avec des institutions internationales (OMC, FMI), l'État français a vigoureusement encouragé la globalisation marchande et financière et soutenu les politiques néolibérales imposées aux pays périphériques les plus aisément apprivoisables (privatisation, ouverture aux flux de capitaux étrangers, etc.) – autant de dispositifs qui ont facilité l'accès aux ressources de ces pays. Les Français n'ont pas été forcés par les États-Unis ; au contraire, ce sont eux qui ont pris la tête du mouvement¹². Et, de Jacques Delors (UE) à Pascal Lamy (OMC), en passant par Dominique Strauss-Kahn (FMI), Pierre Moscovici (UE), Henri Chavranski (OCDE) et Michel Camdessus (FMI), quelques figures « socialistes » françaises se sont même illustrées par leur participation active à la construction de verrous institutionnels dans tous les lieux de pouvoir où elles ont sermonné.

La rupture du milieu des années 1970 tient également à la décision de l'État de fermer progressivement les mines de charbon (1958) et certaines activités sidérurgiques (1966). La nature des produits échangés évolue alors sensiblement : la part des produits manufacturés dans les marchandises importées double entre 1962 et 1999, passant de 40 à 80 %, et reste au-dessus de 70 % depuis vingt ans¹³. Jusqu'au début des années 1970, le pays extrait et exporte des quantités colossales de minerai de fer et de produits manufacturés métalliques, de sorte qu'il contrebalance pour partie les importations de matières premières dont il bénéficie (pour lesquelles les flux cachés sont généralement peu importants). La décroissance de l'extraction de minerai de fer, qui cesse définitivement dans les années 1990, est accompagnée par une délocalisation de la sidérurgie en deux temps. D'abord, à la fin des années 1960, une délocalisation intranationale vers les ports de Fos-sur-Mer et Dunkerque, où les minerais de fer arrivent de Mauritanie, du Libéria ou du Brésil. Ensuite, depuis les années 1990, une délocalisation internationale : avec elle, il n'est presque plus besoin d'importer du minerai de fer et de

¹¹ Stefan Giljum *et al.*, « Identifying Priority Areas for European Resource Policies », art. cité.

¹² Rawi Abdelal, « Le consensus de Paris : la France et les règles de la finance mondiale », *Critique internationale*, vol. 28, 2005/3, p. 87-115.

¹³ Du côté des exportations, le taux reste élevé et connaît une hausse tendancielle (source : Banque mondiale).

le transformer car le pays importe directement les produits qui contiennent de l'acier (automobiles, équipements ménagers, etc.). Ce déplacement spatial, à une échelle inouïe, des activités d'extraction et de transformation, se traduit par une balance commerciale quasiment toujours défavorable depuis 1970. Mais la position de la France dans les chaînes globales de valeur reste profitable, puisque sa balance matérielle demeure très positive.

Le mouvement pluriséculaire d'extorsion organisée est donc porté à son acmé par le capitalisme néolibéral, caractérisé par un *imperial mode of living*¹⁴. Les auteurs qui avancent ce concept le distinguent, sans l'en dissocier totalement, du « style de vie » des individus, dès lors qu'il englobe les normes de production et de consommation. Si ce mode de vie est repérable à d'autres époques, la nouveauté réside dans sa propagation, et sa banalisation, au travers des pratiques de consommation des classes bourgeoises. Ces pratiques, qui vont dans le sens des intérêts du capital, ont réussi à se rendre désirables : elles se diffusent aux classes aisées des pays périphériques et aux classes moyennes des pays riches, qui les intériorisent dans leurs goûts et manières. Alors que le salaire médian stagne en France, les normes de consommation de masse des années 1960-1970, qui persistent dans le temps, auraient été impossibles sans la soumission d'un nombre croissant de milieux et de travailleurs. Le mode de vie impérial du régime, ancré dans les pratiques quotidiennes des Français, exige en effet une appropriation quasi illimitée de force de travail, de matières et d'espaces extraterritoriaux, accompagnée d'une externalisation toujours plus poussée des dégâts et conflits socio-environnementaux. Les nouvelles chaînes globales de valeur font éclater la chaîne hiérarchique en un nombre sans cesse accru de niveaux intermédiaires. Le rapport de domination principal s'en trouve diffracté spatialement en une myriade de rapports de domination secondaires : les habitants des territoires objectivement dominés et exploités discernent toujours moins bien les dominants, et réciproquement. En plus de marquer durablement les milieux, ce mode de vie imprime des traces profondes et inégales (selon des grilles de classe, de race et de genre) sur les corps périphériques. Les multinationales françaises ne se contentent pas d'accaparer les terres, elles produisent aussi l'infrastructure matérielle des rapports de domination, la même qui garantit au

¹⁴ Ulrich Brand et Markus Wissen, *The Limits to Capitalist Nature. Theorizing and Overcoming the Imperial Mode of Living*, Londres, Rowman & Littlefield, 2018.

capitalisme français l'accès aux ressources et à l'énergie, et qui soutient l'extension spatiale de la sphère marchande. De Lafarge à Total, en passant par Bolloré Africa Logistics, Areva ou Bouygues, partout ces entreprises soumettent des populations, bétonnent, exterminent les espèces, participent à la déforestation ainsi qu'à la prolifération de virus et de maladies. Des dégâts, donc, et des résistances : des conflits socio-environnementaux se multiplient un peu partout, des lieux d'exploitation (mines, forêts, usines, etc.) aux infrastructures de transport et d'énergie¹⁵.

Hypothèse du « bloc bourgeois vert »

Les faits historiques nous mettent en garde : des mesures protectionnistes, et même un contrôle plus marqué des capitaux et des marchandises jusqu'aux années 1980, ont été compatibles avec la poursuite de l'échange écologique inégal. Ce constat ne doit pas mener à un rejet de principe du protectionnisme, moins encore à l'abandon de la critique des traités de libre-échange. Comme toujours, l'analyse doit distinguer conditions nécessaires et conditions suffisantes. Or le nécessaire peut être très insuffisant puisqu'il n'y a pas de lien causal entre protectionnisme et émancipation. Il est ainsi indispensable de garder à l'esprit la dissémination (y compris spatiale) des rapports de domination et le contrôle économique et politique exercé par les classes dominantes – qui ont un intérêt objectif au maintien de l'ordre établi – sur l'ensemble de la société. La combinaison de l'urgence climatique, du choc de la Covid-19 (virus qui a pu se propager grâce aux destructions environnementales et au libre-échange) et de l'impossibilité de renouveler l'alliance sociale dominante pourrait favoriser l'émergence d'un bloc bourgeois vert¹⁶ en France. Celui-ci agrégerait les attentes respectives des groupes qui souhaitent davantage de protectionnisme et de ceux qui soutiennent une « transition écologique » dans un projet qui combinerait relocalisation de certaines industries, présence plus marquée de l'État, abandon (au moins temporaire) de quelques traités de libre-échange, mise en place de mesures protectionnistes ciblées, etc. Au sein des classes dominantes, un tel programme recevrait le soutien des partisans d'un « capitalisme vert », davantage « régulé », dans leur lutte avec d'autres fractions

¹⁵ Voir l'atlas mondial pour la justice environnementale (ejatlas.org). Pour la France : <https://luttelocales.gogocarto.fr/>

¹⁶ Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français*, Paris, Raisons d'agir, 2018.

(libérales). S'il arrive à se rendre désirable, y compris en promouvant le développement de marchandises « intelligentes » et « durables », il pourra faire converger des classes bourgeoises urbaines et une part importante des classes moyennes des anciens blocs de gauche et de droite. Le rapport à l'Europe, du fait du primat qu'elle accorde à la concurrence, constitue *a priori* un frein à la constitution de ce bloc. Toutefois, au vu des circonstances et des changements dans la politique états-unienne, les plans de relance post-Covid initiés par la Commission pourraient réaliser (une partie de) ce projet et reposer la question européenne dans des termes différents.

Cette révolution passive se contenterait donc d'une simple diminution des flux cachés, d'un recentrage des périphéries et d'une écologisation (très) sélective et technocratique, sans rupture véritable avec les dynamiques de marchandisation. Même s'il met fin à quelques accords ou traités de libre-échange, le nouveau régime capitaliste produirait d'autres formes d'exploitation, d'autres dommages sur les milieux et les corps. Ici pour soutenir la sphère marchande relocalisée, là-bas pour extraire et traiter les métaux rares¹⁷ indispensables à l'économie numérique¹⁸, aux voitures électriques et à la production d'énergie « renouvelable¹⁹ ». Un protectionnisme impérial, sans modification des rapports de production, sans prise démocratique sur ce qui est produit, comment et pourquoi, se profile peut-être à l'horizon. Le capitalisme français s'accommodera de cette nouvelle brise.

¹⁷ Guillaume Pitron, *La Guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2018.

¹⁸ Dont l'empreinte carbone est supérieure à celle du transport aérien. Laure Cailloce, « Numérique : le grand gâchis énergétique », *CNRS. Le journal*, 16 mai 2018.

¹⁹ La Commission européenne a entamé depuis quelques années une réflexion pour sécuriser les approvisionnements. « Commission announces actions to make Europe's raw materials supply more secure and sustainable », ec.europa.eu, 3 septembre 2020.